

(A)

(N° 113)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 9 MARS 1922.

Proposition de loi relative à la flamandisation immédiate et intégrale de l'Université de Gand.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

La proposition de loi a pour but la flamandisation immédiate de l'Université de l'État à Gand, et partant la réparation d'une grave injustice commise à l'égard du peuple flamand, depuis l'existence de l'État belge.

Le peuple flamand constitue la majorité de la population belge; c'est un peuple glorieux. Sa culture néerlandaise propre doit pouvoir s'épanouir sans obstacle, ce qui n'est pas possible pour un peuple moderne sans un enseignement supérieur dans la langue maternelle.

Il y a en Belgique deux Universités de l'État, l'une à Liège, en pays wallon, l'autre à Gand, en pays flamand. L'emploi du néerlandais comme langue véhiculaire de l'enseignement à l'Université de Gand, est aussi rationnel que l'emploi du français pour les cours à l'Université de Liège.

Toute autre solution que celle de la flamandisation immédiate et intégrale de l'enseignement supérieur en Flandre fait perdurer l'injustice commise à l'égard du peuple flamand.

La proposition de loi de MM. Mechelynek et consorts tend au maintien de l'Université française de Gand. C'est là précisément le nœud de la question.

Les Flamands conscients veulent non seulement créer un enseignement supérieur en langue néerlandaise, ils veulent aussi flamandiser tout enseignement supérieur en Flandre, afin d'enrayer la déchéance méthodique des intellectuels flamands. Ce n'est qu'à ce titre que l'unité morale de la Flandre peut être rétablie et que l'intégrité ethnique de la nationalité flamande peut être garantie.

D'autre part, MM. Van Cauwelaert et consorts préconisent par leur proposition de loi une flamandisation fort lente et fort imparfaite qui peut n'aboutir qu'après un laps de temps de trente à quarante ans, puisque les jeunes chargés de cours actuels, qui donnent l'enseignement en français, peuvent continuer à le faire jusqu'à l'âge de soixante-dix ans. Il en résultera de nombreuses et longues difficultés et des conflits sans nombre.

H.

A cet égard il ne semble pas inutile de signaler sans détours que l'acceptation, par un jeune candidat, d'une chaire à l'Université de Gand, sans qu'il se soit préparé à donner l'enseignement en néerlandais lors d'une flamandisation éventuelle et discutée depuis longtemps, dénote une indifférence et un mépris pour la langue du peuple et pour son caractère propre, qu'aucun peuple qui se respecte, ne saurait supporter.

D'autre part, nous devons vivement protester contre le fait que, même dans les dernières années, on a nommé à l'Université de Gand et qu'on continue à y nommer, des professeurs ignorant le flamand.

Pas n'est besoin de répondre à cette allégation; que les Flamands veulent bannir de la Flandre toute science française; cette allégation a été réfutée depuis longtemps déjà.

Dans l'espèce, il s'agit exclusivement de la langue véhiculaire de l'enseignement supérieur, et celle-ci doit être en Flandre la langue du peuple, le néerlandais.

Sans doute, la flamandisation intégrale de l'Université de l'État à Gand s'impose et est indispensable; toutefois, il est pratiquement impossible de réaliser cette réforme pour l'année académique 1922-1923. L'œuvre de justice doit être entreprise et poursuivie de façon sérieuse. Le Département des Sciences et des Arts disposerait ainsi d'une année et demie pour élaborer la réforme. Ce n'est qu'au début de l'année académique 1923-1924, c'est-à-dire à partir du mois d'octobre 1923, que les cours devront être donnés en langue néerlandaise.

Mais à partir de cette date il devra être satisfait à cette prescription pour tous les cours, aussi bien pour les cours des quatre Facultés (Philosophie et Lettres, Droit, Médecine, Sciences) que pour ceux des Écoles et Sections spéciales annexées à ces Facultés ou faisant partie de l'Université.

L'article 3 de notre proposition présente une importance particulière. Il faut éviter toute confusion pendant la période d'élaboration: C'est pourquoi le Département des Sciences et des Arts doit être en possession, au plus tard le 1^{er} janvier 1923, d'une déclaration écrite et signée par les professeurs et chargés de cours de l'Université de Gand, tendant à savoir si, à partir de l'année académique 1923-1924, ils donneront ou ne donneront pas leurs cours en langue néerlandaise. A cet effet, la seule question à poser sera libellée comme suit: « Donnez-vous, à partir de l'année académique 1923-1924, vos cours à l'Université de Gand en langue néerlandaise? » Dans l'espèce, il ne s'agit pas d'admettre des échappatoires. Un professeur ou chargé de cours à une Université, située au cœur même de la Flandre, a pour devoir de connaître ou d'apprendre sans délai la langue littéraire du peuple flamand. S'il ne le fait pas, il n'est que juste qu'il subisse les conséquences de sa négligence.

L'article 4 a pour but de sauvegarder le plus possible les intérêts matériels de chaque professeur. L'enseignement supérieur, qui doit rester à la hauteur des progrès rapides, réalisés dans tous les domaines de la science, a pris dans tous les pays une extension telle, et chaque branche requiert, en raison des nécessités de la science moderne, un si grand nombre de spécialistes qu'il est de toute évidence que les membres du personnel enseignant de l'Université française de Gand, qui auraient répondu négativement à la question ci-dessus, devraient être désignés, en vue de l'extension et de la spécialisation de l'enseignement, pour une insti-

tution d'enseignement supérieur en pays wallon. A cet égard, l'Université de l'État à Liège est désignée en tout premier lieu; cette institution d'enseignement est d'ailleurs, à plusieurs points de vue, susceptible d'extension.

La disposition finale de l'article 4 règle de façon équitable la situation des professeurs qui désirent quitter définitivement l'enseignement supérieur de l'État ou qui ne peuvent être appelés à donner l'enseignement dans une institution d'enseignement supérieur en pays wallon. Leur traitement de disponibilité ne pourra, en aucun cas, être inférieur aux deux tiers du traitement dont ils jouissaient. S'ils remplissent les conditions requises pour être mis à la retraite, la pension sera, le cas échéant, majorée jusqu'à concurrence des deux tiers de leur traitement antérieur. Pour la fixation de ces deux tiers, il sera tenu compte du traitement proprement dit, majoré du minerval que le professeur ou le chargé de cours a touché pendant l'année académique 1922-1923. Les anciens professeurs et les anciens chargés de cours auront la faculté de s'assurer des ressources supplémentaires dans d'autres entreprises ou fonctions.

Les congrès scientifiques flamands, qui se tiennent en Flandre depuis des années, ont prouvé que la plupart des chaires, auxquelles renonceront des professeurs et des chargés de cours ignorant la langue néerlandaise, pourront être immédiatement occupées par des savants flamands. Dans des cas spéciaux on peut faire appel aux nombreux savants dont on dispose aux Pays-Bas.

Cette dernière éventualité doit-elle susciter quelque scrupule? Évidemment non, puisque, dans les premières années après 1830, l'état-major belge était composé presque exclusivement d'officiers supérieurs français : 8 Français, et seulement 2 Belges occupant des rangs inférieurs. En outre, l'armée belge comptait un grand nombre d'officiers français à partir du grade de sous-lieutenant jusqu'à celui de colonel, sous prétexte d'instruire les troupes belges. Une situation aussi dangereuse ne se produira jamais par la nomination éventuelle de savants étrangers à Gand.

L'Université flamandisée de Gand qui, en vertu de notre proposition de loi, devient la grande université de la Flandre, ne peut être incomplète. En vue de l'exploitation minière dans le Limbourg, une École supérieure des mines sera annexée à l'Université de Gand. A la Faculté de médecine sera annexée une École vétérinaire supérieure, et l'École vétérinaire supérieure, à Cureghem lez-Bruxelles, dont les cours sont donnés en français, sera transférée en Wallonie.

Pour ne pas entraver la flamandisation des facultés et des écoles existantes et pour pouvoir la préparer dès maintenant, il conviendra peut-être de retarder l'ouverture des cours de la première année de la nouvelle École supérieure des mines jusqu'à l'année académique 1924-1925.

A partir de l'année académique 1923-1924, l'École supérieure agricole actuelle de Gand fera partie intégrante du grand ensemble de l'Université flamande à Gand, l'*Alma Mater* de la Flandre.

Il va sans dire que l'administration d'une université flamandisée doit être flamande. Il n'est pourtant pas superflu, étant donné l'application défectueuse de nos lois flamandes, d'en faire l'objet d'une disposition spéciale.

G. DE CLERCQ.

(A)

(N^o 115)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 9 MAART 1922.

Wetsvoorstel tot onmiddellijke en algeheele vervlaamsching der Hoogeschool te Gent.

TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Het wetsvoorstel heeft tot doel de Staatshoogeschool te Gent in één slag te vervlaamschen en aldus eindelijk een zwaar onrecht te herstellen, waaronder het Vlaamsche Volk sedert het ontstaan van den Belgischen Staat te lijden heeft.

Het Vlaamsche Volk is de meerderheid in België; het is een roemrijk Volk. Zijn eigen Nederlandsche beschaving moet ongehinderd kunnen bloeien, wat voor een modern volk onmogelijk is, zonder hooger onderwijs in eigen taal.

Er zijn in België twee Staatshoogescholen, de eene te Luik, in het Walenland, de andere te Gent, in Vlaanderen. Het is even normaal dat aan de Staatshoogeschool te Gent het Nederlandsch als voertaal worde gebruikt, als het natuurlijk is dat colleges te Luik in het Fransch worden gedoceerd.

Elke oplossing die de snelle en algeheele vervlaamsching van het hooger onderwijs van den Staat in Vlaanderen niet invoert, bestendigt het onrecht tegenover het Vlaamsche Volk gepleegd. Het wetsvoorstel van den heer Mechelynck c. s. wil de Fransche Staatsuniversiteit te Gent behouden. Hier juist raken we de kern van het geschil. Het is er den bewuste Vlamingen om te doen, niet alleen een hooger onderwijs in de Nederlandsche taal op te richten, maar tevens alle hooger onderwijs in Vlaanderen te vervlaamschen, ten einde de methodische verbastering van de Vlaamsche ontwikkelden te keer te gaan. Alleen daardoor zal Vlaanderen's zedelijke eenheid hersteld, en de ethnische gaafheid van de Vlaamsche nationaliteit gewaarborgd.

Het wetsvoorstel van den heer Van Cauwelaert c. s., anderzijds, komt neer op een zeer langzame en gebrekkige vervlaamsching, die wel dertig tot veertig jaar zal aanslepen, daar de huidige jonge docenten, die in het Fransch doceeren, dit ongehinderd kunnen voortdoen, totdat zij den leeftijd van 70 jaar hebben

bereikt. Vele en langdurige moeilijkheden en wrijvingen worden daarvan het gevolg.

In dit verband zal het niet overbodig blijken er met alle duidelijkheid op te wijzen, dat het aanvaarden door een jongen kandidaat van een leeraarsstoel aan de Gentsche Hoogeschool, zonder dat hij zich in staat heeft gesteld, om bij een gebeurlijke en immers sedert lang besproken vervlaamsching, in de Nederlandsche taal te doceeren, getuigt van een onverschilligheid en minachting voor de eigen volkstaal en eigenaardigheid, die geen volk met zelfrespect zou dulden.

Anderzijds, dient ten krachtigste verzet aangeteekend tegen de moedwilligheid waarmede tot in de allerlaatste jaren, en nu nog bij voortdurendheid, Vlaamsch-onkundigen aan de Gentsche Hoogeschool werden en worden benoemd.

Dat het er den Vlamingen zou om te doen zijn de Fransche wetenschap op eender welke wijze uit Vlaanderen te verbannen, is een lang weerlegde drogreden. Het gaat hier uitsluitend om de voertaal van het hooger onderwijs, en in Vlaanderen moet dat de volkstaal, het Nederlandsch zijn.

Hoe onmisbaar het ook weze zonder uitstel over te gaan tot de algeheele vervlaamsching van de Staatshoogeschool te Gent, toch is het practisch onmogelijk om die hervorming reeds in het aanstaand academisch jaar 1922-1923 door te zetten. Het grootsche werk van rechtsherstel dient op ernstige wijze ondernomen en ten uitvoer gelegd. Het Departement van Wetenschappen en Kunsten zou derhalve beschikken over anderhalf jaar om de hervorming voor te bereiden. Eerst met den aanvang van het academisch jaar 1923-1924, d. i. in October 1923, zullen de colleges in het Nederlandsch moeten gehouden.

Van af dezen datum echter zullen alle colleges deze voorwaarde hebben te vervullen, zoowel de colleges der vier Faculteiten (Wijsbegeerte en Letteren, Rechten, Geneeskunde, Wetenschappen) als die van de Scholen en Afdeelingen die aan deze Faculteiten zijn toegevoegd of deel uitmaken van de Hoogeschool.

Van een bijzonder belang is artikel 3 van ons wetsvoorstel. Alle verwarring dient bij de voorbereiding vermeden. Derhalve moet het Departement van Wetenschappen en Kunsten uiterlijk, op 1 Januari 1923, in het bezit zijn van een eigenhandig onderteekende verklaring der leeraars en docenten der Hoogeschool te Gent, of zij ja dan neen vanaf het academisch jaar 1923-1924 hunne colleges in het Nederlandsch zullen doceeren. De eenige vraag zal daartoe luiden: « Zult gij van af het academisch jaar 1923-1924 uwe colleges aan de Hoogeschool te Gent in de Nederlandsche taal doceeren? » Spitsvondigheden in de antwoorden mogen daarbij niet in aanmerking genomen worden. Voor een professor en docent aan een hoogeschool in het hart van Vlaanderen gelegen, is het plicht de litteraire taal van het Vlaamsche Volk te kennen of zonder verwijl aan te leeren. Doet hij dit niet, zoo is het maar billijk dat hij daarvan de gevolgen heeft te ondergaan.

De bedoeling van artikel 4, is de persoonlijke materiele belangen van elkeen zoo weinig mogelijk te schaden. Het hooger onderwijs, dat gelijken tred moet houden met den snellen vooruitgang der wetenschap op elk gebied, heeft in alle landen eene zoo groote uitbreiding genomen en elk vak vereischt naar de behoeften der moderne wetenschap zooveel speciale docenten, dat het voor de

hand ligt om die leden van het onderwijzend personeel der Fransche Staats-hoogeschool te Gent, die op de hierboven genoemde vraag ontkennend hebben geantwoord, aan een inrichting van hooger onderwijs gélegen in het Walenland te verbinden, ter uitbreiding en specialiseering van het onderwijs. In de eerste plaats komt hier in aanmerking de Staatshoogeschool te Luik, die trouwens op meer dan een gebied voor uitbreiding vatbaar is.

Het slot van artikel 4 regelt op rechtvaardige wijze den toestand van die leeraars en docenten, die het hooger onderwijs van den Staat definitief wenschen te verlaten of aan een inrichting voor hooger onderwijs in het Walenland niet ondergebracht kunnen worden. In geen geval zal hun wachtgeld minder dan de twee derden van hun vroegere jaarwedde mogen bedragen. Indien zij in de vereischte voorwaarden verkeerden om op pensioen gesteld te worden, zal het pensioen, zoo noodig, aangevuld worden tot een bedrag dat de twee derden van hun vroeger traktement uitmaakt. Om deze twee derden te berekenen, worden bij het eigenlijke traktement de collegegelden gevoegd die de leeraar of docent in het academisch jaar 1922-1923 heeft genoten. Het zal den ex-leeraars en -docenten niet ontzegd worden verdere winsten in andere ondernemingen of betrekkingen te verwezenlijken.

De Vlaamsche Wetenschappelijke Congressen sedert jaren in Vlaanderen gehouden, hebben bewezen dat de meeste leerstoelen, die zullen verlaten worden door Nederlandsch onkundige leeraars en docenten, dadelijk door Vlaamsche wetenschappelijke leerkrachten kunnen bezet worden. In bijzondere gevallen kan een beroep gedaan worden op de in Nederland zoo talrijk aanwezige wetenschappelijke leerkrachten.

De angstvalligheid van sommigen moet hierdoor niet in grootere mate worden opgewekt dan door het feit dat in de eerste jaren na 1830 bijna de geheele generale staf van het Belgisch leger samengesteld was uit Fransche hoogere officieren: 8 Franschen en slechts 2 Belgen die lagere rangen bekleedden. Bovendien waren er aan het Belgisch Leger een menigte Fransche officieren gehecht vanaf den graad van onderluitenant tot kolonel, zooals beweerd om de Belgische troepen te onderrichten. Tot een dergelijk gevaarlijke toestand zal het door de gebeurlijke aanstelling van buitenlandsche geleerden te Gent nooit gebracht worden.

De Vervlaamschte Staatshoogeschool te Gent, die naar ons wetsvoorstel de groote hoogeschool van Vlaanderen wordt, kan niet onvolledig blijven. Met het oog op den mijnbouw in Limburg zal een Hoogere Mijnbouwschool aan de Universiteit worden toegevoegd. Aan de Faculteit der Geneeskunde zal een Hoogere Veeartsenijschool worden toegevoegd, de hoogere veeartsenijschool te Curegem-bij-Brussel, waarvan de leergangen in het Fransch worden gedoceerd, zou dan naar het Walenland verplaatst worden.

Om de vervlaamsching van de bestaande Faculteiten en Scholen niet te bemoeilijken en opdat hieraan in de eerste plaats alle zorg kunne besteed, zal het misschien geraadzaam zijn de opening der colleges van het eerste studiejaar der nieuwe Hoogere Mijnbouwschool en der nieuwe Veeartsenijschool tot het academisch jaar 1924-1925 te verschuiven.

De reeds te Gent bestaande Vlaamsche Hoogere Landbouwschool zal vanaf het academisch jaar 1923-1924 een integreerend deel uitmaken van het groot complex der Vlaamsche Staatshoogeschool te Gent, Vlaanderen's Universitas.

Hoewel het vanzelfsprekend is dat de administratie eener vervlaamschte Staatshoogeschool in het Nederlandsch wordt gevoerd, lijkt het toch, met het oog op de gebrekkige toepassing onzer taalwetten, niet overbodig dit in een bijzonder artikel vast te leggen.

G. DE CLERCQ.

BIJLAGE VAN N^o 115.

Wetsvoorstel tot onmiddellijke en algeheele vervlaamsching der Gentsche Hoogeschool.

EERSTE ARTIKEL.

De leervakken in alle faculteiten, scholen en afdelingen van de Staats-hoogeschool te Gent worden, met ingang van het academisch jaar 1923-1924, uitsluitend in de Nederlandsche taal onderwezen.

ART. 2.

Een uitzondering kan alleen gemaakt worden voor die colleges in de Faculteit der Wijsbegeerte en Letteren, die de moderne vreemde talen betreffen en die door middel van deze talen mogen gedoceerd worden.

ART. 3.

De leeraars en docenten zullen aangezocht worden vóór 1 Januari 1923 een verklaring af te leggen, of zij, ja dan neen, hun onderwijs vanaf het academisch jaar 1923-1924 in het Nederlandsch zullen geven.

ART. 4.

De leeraars en docenten, die hunne colleges niet in de Nederlandsche taal kunnen of willen houden, worden zoo-veel mogelijk verplaatst naar eene der Staatsinrichtingen van hooger onderwijs gelegen in het Waalsche gedeelte van het land. De leeraars of docenten, voor wie zulks niet kan geschieden of die het niet wenschen, worden op wacht-

ANNEXE AU N^o 115.

Proposition de loi relative à la flmandisation immédiate et intégrale de l'Université de Gand.

ARTICLE PREMIER.

Dans toutes les facultés, écoles et sections de l'Université de l'État à Gand, les cours seront donnés exclusivement en langue néerlandaise à partir de l'année académique 1923-1924.

ART. 2.

Il ne sera admis d'exception que pour les cours de la Faculté de Philosophie et Lettres concernant les langues modernes étrangères; ces cours pourront être donnés dans ces langues mêmes.

ART. 3.

Les professeurs et chargés de cours seront invités à déclarer avant le 1^{er} janvier 1923 s'ils donneront ou ne donneront pas leurs cours en langue néerlandaise à partir de l'année académique 1923-1924.

ART. 4.

Les professeurs et chargés de cours, qui ne pourront ou ne voudront pas donner leurs cours en langue néerlandaise, seront désignés, autant que possible, pour un des établissements d'enseignement supérieur existant dans la partie wallonne du pays. Les professeurs ou chargés de cours, qui ne pourront faire l'objet de semblable

geld of op pensioen gesteld. Het wachtgeld bedraagt de twee derden van de vroegere jaarwedde; het pensioen zal gebeurlijk tot dit bedrag aangevuld worden.

ART. 5.

Eene Hoogere Mijnbouwschool en eene Hoogere Veeartsenijschool worden uiterlijk met ingang van het academisch jaar 1924-1925 aan de Staatshoogeschool te Gent toegevoegd.

ART. 6.

Dereeds te Gent bestaande Vlaamsche Hoogere Landbouwschool zal vanaf het academisch jaar 1923-1924 een integreerend deel uitmaken van de Hoogeschool.

ART. 7.

De administratie der Staatshoogeschool te Gent wordt in het Nederlandsch gevoerd.

désignation ou qui ne le désireront pas, seront mis en disponibilité ou à la retraite. Le traitement de disponibilité sera fixé aux deux tiers de l'ancien traitement; la pension sera éventuellement portée à ce taux.

ART. 5.

Une école supérieure des mines et une école vétérinaire supérieure seront annexées à l'Université de l'État, à Gand, au plus tard à partir de l'année académique 1924-1925.

ART. 6.

L'Institut flamand d'enseignement agricole supérieur, existant déjà à Gand, fera, à partir de l'année académique 1923-1924, partie intégrante de l'Université.

ART. 7.

Il sera fait usage de la langue néerlandaise pour tout ce qui concerne l'administration de l'Université de l'État à Gand.

G. DE CLERCQ.

H. PICARD.

JORIS VAN SEVEREN.